Bulletin œcuménique

SEPTEMBRE 1981 NUMERO 6 PARAÎT 8 FOIS PAR ANNÉE

interrogation

La violence a franchi un nouveau pas
Après les mondes militaire et politique
Après les plans religieux et économique,
On peut vous citer un nouveau cas :
Sans respect pour le sacré,
Sur le pape on a tiré.

Les opposants au nucléaire l'avaient prédit,
Les centrales sont de bons objectifs militaires
Qui mettront en danger lors de conflits
Le pays même qui les aura sur ses terres :
Pourtant cet été en Irak,
Israël l'a démontré sans trac.

On ne les aurait jamais crus
Ces oiseaux de malheurs, les utopistes
Mais on doit le reconnaître au surplus
Ce ne sont pas toujours eux les moins réalistes
On fabriquera quelques bombes à neutrons
Avant le désarmement des nations !

L'humanité mettra fin à la guerre
Ou la guerre mettra fin à l'humanité
Il ne faudra jamais taire
Ce qui devient de plus en plus réalité !

Claude THARIN

Rédaction
Ch. des Croix-Rouges 16
CH – 1007 Lausanne
CCP 10-10580

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
Le Coin 43, CH-2314 La Sagne
CCP : 23-5046

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP : 17-7786

GVOM
Groupe volontaires outre-mer
Le Coin 43
CH-2314 La Sagne
CCP : 10-20968

Se compromettre avec les pauvres

"J'ai eu faim, et vous m'avez donné à manger, j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire, j'étais un étranger et vous m'avez accueilli, nu et vous m'avez vêtu, malade et vous m'avez visité, prisonnier et vous êtes venus me voir".
(Matthieu 25, 35-37)

"... En vérité, je vous le dis, dans la mesure où vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait".
(Matthieu 25,40)

De cette façon, on rencontre JESUS souvent dans le monde, et lui donner à manger un jour cela ne suffit pas. Il faut chercher les moyens pour que tous les hommes puissent manger chaque jour, se vêtir dignement, avoir un logement habitable, le droit à l'éducation, à la santé, au travail, à la terre ; que pour ceux qui réclament leurs droits, la répression ne soit pas un danger permanent.

Pour un chrétien qui a pris conscience de l'Evangile, donner un peu d'argent aux pauvres n'est pas suffisant. Il est nécessaire d'établir un équilibre dans la répartition des biens et possibilités ; nous, les chrétiens, nous devons prendre une part active dans cet immense travail, puisque le déséquilibre existant est énorme.

Etre missionnaire aujourd'hui, il me semble que cela veut dire : aller là où la libération progressive de la misère est plus nécessaire. Le mot "libération" veut dire : faire que l'homme ait toute ses chances d'être l'homme que Dieu veut...

Aller travailler au tiers monde, cela n'est pas possible pour tous. Néanmoins, il est nécessaire que quelques-uns soient présents directement dans cette tâche, mais ceux-là ont besoin d'être soutenus par les prières, les échanges d'amitié, l'intérêt pour notre travail, parfois angoissant et difficile, c'est-à-dire être soutenus par ceux qui ont compris ce qu'est leur devoir de chrétien dans une société qui refuse de partager.

On trouve les conséquences de ce refus dans les pays riches; dans les pays pauvres, elles prennent une ampleur effrayante : des enfants meurent de faim, des personnes de 50-60 ans, par la dureté de la vie, sont devenus des vieillards ; des mères sont angoissées devant l'avenir sans issue de leurs enfants ; des jeunes, désemparés, n'ont d'autre aspiration que celle de ne pas mourir de faim ; des hommes, désespérés, se mettent en face du pouvoir, sachant que cela va les mener à la mort. Il reste encore la situation non moins angoissante de ceux qui ont trouvé la solution dans le vol, la prostitution, même le crime... Ces cris qui montent de ces peuples-là font appel à la libération.

QUELLE EST LA PLACE DES CHRETIENS DANS CETTE LUTTE ?

Dire que nous ne pouvons rien faire, c'est nous évader de notre devoir.
Vouloir accomplir notre devoir isolément, c'est réduire nos forces.
Mettre ensemble notre volonté d'étudier et de discerner les évènements, cela va nous conduire à la découverte des causes profondes du mal.
Connaître la vérité doit nous encourager à chercher des moyens efficaces pour venir en aide à nos frères opprimés, sachant que Dieu nous a fait capables de construire la solution libératrice.

Témoignage de Soeur Maria Mercedes engagée actuellement au PEROU

LES PAUMÉS DU PETIT MATIN...
OU LES CLOCHARDS A L'ARMÉE DU SALUT



"Vous êtes chrétiens : c'est la moindre des choses que vous nous nourrissiez et que vous nous logiez !" C'est ce qu'entendent couramment les Salutistes chargés de l'Hôtellerie pour hommes au quartier des Grottes à Genève.

Sur les 70 à 80 hommes qui y sont logés et nourris pour une somme très modique, environ la moitié sont des étrangers qu'on aurait peine à appeler réfugiés, car ils viennent en Suisse attirés par le "pays de cocagne" dont ils ont entendu parler ; Portugais, Turcs, Yougoslaves, et de plus en plus d'Africains, ils végètent à Genève et sont toujours "de passage" à l'Armée du Salut. L'autre moitié sont des "Suisses, des "paumés" plus que des clochards, ayant choisi de l'être !

C'est pour en avoir reçu plusieurs qui sollicitaient l'aide du pasteur, que je me suis intéressée au problème. Ils ont entre 35 et 50 ans - les plus jeunes sont plutôt des drogués qui ont leurs propres groupes et se débrouillent davantage entre eux -. Ceux-ci sont des marginaux ou des marginalisés, en tous cas incapables de vivre dans la société suisse et d'en accepter les contraintes. L'alcoolisme n'est souvent que la conséquence d'une instabilité due au contexte familial ou à l'hérédité. Toujours est-il que l'argent qu'ils reçoivent - par pensions, invalidités, ou charité - part 9 fois sur 10 au bistrot. La plupart du temps, la seule solution serait de leur donner un tuteur et de les aider à gérer un budget, à se prendre en charge. Mais rarissimes sont ceux qui le veulent vraiment. Ils semblent avoir perdu tout goût du travail, à tel point que celui qui cherche et trouve enfin du travail est tourné en ridicule : "Pourquoi te fatigues-tu, alors qu'en ne faisant rien, tu peux toucher ce qu'il te faut? "

En effet, les lois sont là, et les Services sociaux pour apporter l'aide matérielle de base. Et si l'on a abusé de l'aide de l'Etat et des assistants sociaux, on se débrouille avec la charité, l'Armée du Salut... De toutes façons, pour la majorité d'entre eux, l'aide sociale ou individuelle est un dû.

A l'Hôtellerie de l'Armée du Salut on a souvent l'impression d'avoir à faire à une "sous-humanité" irresponsable, qui n'a même plus l'envie de "s'en sortir", qui se contente de peu pour vivre et qui n'aspire à rien d'autre. Dans ces conditions, toute aide matérielle ne peut qu'aggraver l'état de dépendance de ces personnes. C'est pourquoi les Salutistes ne se contentent pas de "faire la charité", même si c'est beaucoup plus difficile de dire "non ! pas d'argent" que de calmer ainsi sa mauvaise conscience de nanti. On retrouve ici à Genève l'éternel problème de la dépendance de l'assisté ; mais on m'affirme que nombreux sont les Suisses qui ne croient pas qu'il y ait de misère, ni de pauvres en Suisse ! Les Services sociaux, les organismes d'entraide sont là pour ça ? oui, mais l'aide matérielle ne semble pas résoudre les problèmes, mais les déplacer. En Suisse, pays humanitaire, nous faisons à la fois trop et trop peu : ils ont assez pour survivre sans rien faire... mais "l'homme ne vit pas seulement de pain"... et de vin !

A ses débuts L'Armée du Salut pensait devoir remplir les ventres avant d'annoncer l'Evangile (devise Soupe-Savon-Salut). Mais aujourd'hui, elle a dû fermer des Foyers où elle n'avait même plus le droit de dire au nom de quoi elle accomplissait tout son travail social.

Elle a conscience que d'autres sont plus qualifiés pour "faire du social" et que sa mission à elle vise l'homme tout entier, avec ses racines spirituelles. Mais elle se heurte au fait que, démunis ou nantis, nous appartenons tous à une civilisation des biens matériels et que, même si ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas s'intégrer à notre société sont de plus en plus nombreux, l'Evangile reste du chinois dans l'immense majorité des cas.

Lytta BASSET

Dialogue - Dialogue - Dialogue
«VIVRE SANS ARMEMENT»

LA MILITARISATION ET LE MALDEVELOPPEMENT SUR TOUS LES CONTINENTS

Suite à l'interpellation lancée en novembre 1980 aux Eglises romandes par EIRENE et GVOM (INTERROGATION no 8/80), et aux réponses de ces Eglises publiées en résumé dans INTERROGATION no 4/81, nous avons reçu de l'Unité Justice et Service du Conseil Oecuménique des Eglises (COE), une lettre et des documents qui enrichissent substantiellement notre débat. Nous reproduisons ci-dessous une partie de ces documents.

"Le numéro 4/81 d'INTERROGATION vient d'être porté à notre attention et nous y avons lu avec grand intérêt l'article "Vivre sans armement" qui rejoint les préoccupations de notre Commission. Nous nous permettons donc de vous faire parvenir une déclaration qui a été adoptée par notre Commission lors de sa réunion de juin 1981 à la suite d'une table ronde sur "La militarisation et les aberrations du développement sur tous les continents". Nous pensons qu'elle pourra vous intéresser".

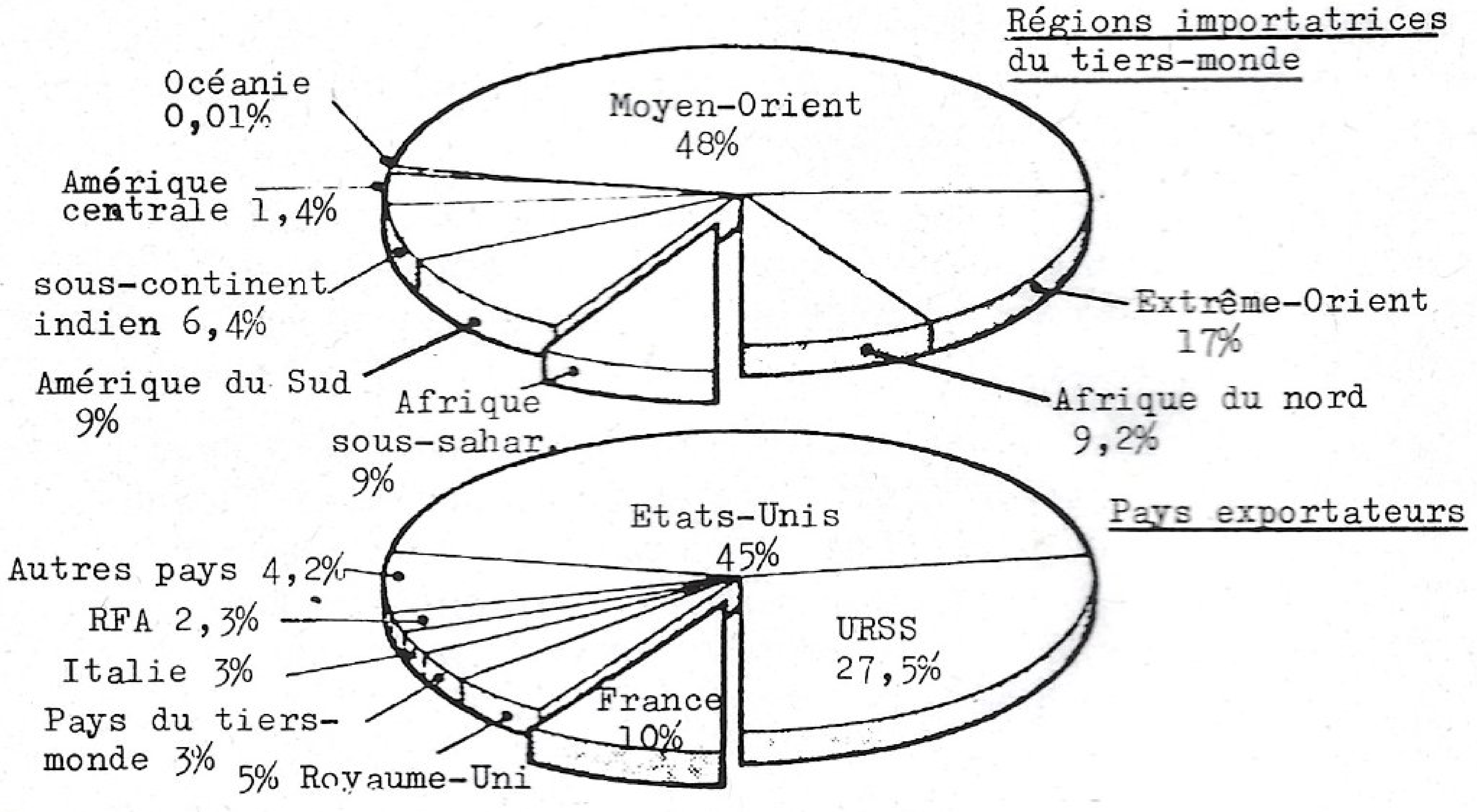
COE - Jean FISCHER - Directeur

- Le budget militaire du monde est égal au revenu annuel de 1,8 milliard de personnes vivant dans les 36 pays les plus pauvres. Les dépenses militaires moyennes par soldat se montent à 14'800 dollars EU ; les dépenses publiques relatives à l'éducation s'élèvent à 230 dollars EU par enfant d'âge scolaire.
- 500'000 dollars EU représentent le prix d'un char d'assaut ou celui de l'équipement de 520 classes.
- 100 millions de dollars EU représentent le prix d'un contre-torpilleur ou celui de l'électrification de 14 villes ou de 19 zones rurales de 9 millions d'habitants.
- L'investissement d'un milliard de dollars EU dans l'industrie militaire crée 76'000 emplois ; dans le secteur de la construction, la même somme pourrait créer 100'000 emplois et, dans le secteur de la santé, 139'000.
- En deux jours, le monde dépense en armements l'équivalent du budget annuel de l'ONU et de sa centaine d'institutions spécialisées.
- 1% des dépenses militaires mondiales, soit 4 milliards et demi de dollars EU, pourrait assurer un programme d'enseignement primaire ou d'assainissement de l'eau dans le monde entier.
- ½ % des dépenses militaires mondiales couvrirait un programme d'éradication du paludisme.

Parts des importateurs et des exportateurs dans les ventes d'armements lourds au tiers monde, 1970-1979 :

Source :

SIPRI, Yearbook 1980/81



DECLARATION D'YVERDON

(ADOPTEE EN JUIN 1981 PAR LA COMMISSION D'ENTRAIDE ET DE SERVICE DES EGLISES ET D'ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS DU COE, RÉUNIE À YVERDON)

"Inspirés par l'Evangile qui proclame que Jésus-Christ est la vie du monde, nous sommes appelés à rendre témoignage de sa vie, à soutenir toute vie, et à condamner et combattre les puissances qui la détruisent. L'escalade de la militarisation sur l'ensemble du globe est une menace pour la vie, pour la liberté humaine, pour la justice entre les peuples et, en définitive, pour la survie même de l'espèce humaine.

Les dépenses militaires sont 20 fois supérieures au montant consacré à l'aide au développement. Elles sont 10 fois supérieures au montant dont on a besoin pour éliminer la famine qui cause chaque année dans le monde la mort de 50 millions de personnes.

Dans de nombreux pays, les moyens militaires renforcés sont utilisés pour opprimer de vastes secteurs de la population, les privant de leur droit fondamental à participer au développement de la nation et à recevoir une part équitable des biens économiques du pays.

L'oppression et le dénuement économique qui sont liés,au moins en partie,au militarisme et aussi à la guerre, ont contraint des milliers de gens à fuir et à devenir des réfugiés.

En tant qu'institution des Eglises chargée de répondre à l'appel des victimes de cette situation, nous reconnaissons, à la lumière de ces faits, qu'il est impératif non seulement de continuer à secourir ces victimes, mais d'engager vivement les Eglises à prendre en priorité les mesures qui contribuent à la paix. A titre de mesures préventives, nous suggérons aux Eglises :

1. De procéder à une analyse fouillée des causes profondes du mal-développement, y compris le renforcement des armements.

2. De faire l'analyse critique des situations nationales sous l'angle des dépenses consacrées à l'armement et des priorités en matière de développement, et d'engager le dialogue avec les gouvernements sur ces questions.

3. De mettre en question la conception de la sécurité sur laquelle repose la militarisation, et de promouvoir une conception de la sécurité fondée sur les droits de la personne humaine, la justice et le bien-être de l'humanité.

4. De chercher à établir un lien plus net entre les programmes de développement et l'éducation et l'action en vue de la paix.

5. De travailler plus activement à promouvoir l'entente mutuelle et la réconciliation entre les nations, en lançant et en encourageant des mesures novatrices en vue d'un règlement pacifique des conflits.

6. De considérer le contexte global dans lequel les programmes humanitaires sont mis en oeuvre, y compris les effets du militarisme, afin de voir si ces programmes bénéficient réellement ou non aux défavorisés.

7. D'apporter leur soutien aux pauvres, aux victimes de l'oppression raciale, aux minorités ethniques et aux réfugiés, dont les droits ont été bafoués par l'usage du pouvoir - d'un pouvoir souvent de nature militaire.

8. D'élaborer et de répandre une conception de la gestion et du partage des ressources de la terre qui mette en lumière le mauvais usage que l'on fait des ressources en les consacrant à l'armement.

9. De promouvoir une nouvelle spiritualité qui reconnaît que le Christ crucifié a partagé la souffrance humaine, mais qui est inspirée par le Christ ressucité et donne à celui qui est sans cesse exposé à la destruction et à la mort la force de survivre et de travailler avec espérance au changement de cette situation.



INTERROGATIONS - EXPRES

Jacques SECRETAN a fait, entre 1975 et 1980, de nombreux séjours en Amérique Latine. En 1980, il a passé 5 mois au Chili où, engagé dans une équipe de prêtres et de travailleurs sociaux, il a partagé la vie des habitants des quartiers populaires d'une grande ville chilienne.

- Comment vit-on aujourd'hui au Chili ?

- *Il faut distinguer entre les quartiers populaires des grandes villes d'une part où la répression est très présente, très continue, et les plus petites villes et les campagnes d'autre part où la répression existe, mais de façon moins manifeste ; aussi, le "petit peuple" s'en préoccupe moins. Dans les grandes villes par contre, à Santiago, à Valparaiso, les gens les plus simples sont très conscients que cette répression est extrêmement forte et quotidienne. Cette répression est plus encore dans la tête des gens que dans la réalité et cela se traduit par une non-participation dans bien des domaines.*
Une nouvelle forme de répression a été instituée par décret du ministre de l'Intérieur en 1980 : "la relégation"; celle-ci est en réalité un exil intérieur à 1000/2000 km du lieu d'habitation et peut durer jusqu'à trois mois.

- L'Eglise semble être au Chili la seule force organisée qui a un certain pouvoir et qui dispose encore d'une certaine liberté d'expression et d'action ; pouvez-vous préciser son rôle ?

- *L'Eglise joue un rôle de "tampon" au Chili. Et si l'Eglise prenait une position plus dure, plus intransigeante - en fait l'Eglise prend déjà position sur les droits de l'homme, elle dénonce la torture et la majorité de la haute hiérarchie ecclésiastique est favorable à la défense des droits de l'homme et est très préoccupée par la situation du peuple - le gouvernement ne pourrait probablement plus tenir comme il est. Le reproche que l'on fait le plus souvent à l'Eglise, c'est sa tiédeur.*
C'est ainsi que l'Eglise, critiquée violemment par les milieux pro-gouvernementaux qui l'accusent d'être soumise à une infiltration marxiste, en appelle malgré tout à la réconciliation et à la bonne volonté des militaires, même si certains prêtres - ce qui est nouveau - n'excluent pas le recours à la violence, considérée comme le seul moyen pour sortir de l'impasse.
Sur le plan social, les prêtres, vivant dans les quartiers populaires, dans les paroisses de campagne, et entourés de jeunes laïcs ou de jeunes ecclésiastiques, font un travail remarquable, très désintéressé et très engagé : cf. les cantines populaires. Toutefois, en solutionnant un des problèmes graves du Chili, à savoir le problème de l'approvisionnement et de la distribution, on joue un rôle politique en faveur du pouvoir actuel.
L'Eglise est sensible à cette contradiction entre l'aide qu'on apporte et les effets de cette aide, à savoir un ensommeillement de la population, un aveuglement sur les véritables causes de sa situation, et elle s'efforce de faire comprendre les raisons de son refus de continuer à fournir une aide qui augmente la dépendance et qui conditionne à la mendicité.
Il en va de même pour les ateliers de solidarité où l'on constate également une récession.
Mais l'Eglise n'a pas seulement permis le développement d'activités d'assistance; l'Eglise est aussi lieu de refuge ; elle est également un lieu où certaines choses se disent : Les prêtres, tout en choisissant leurs paroles, osent souvent beaucoup et disent à la population qu'il faut vivre dans ce pays où l'on a, si l'on peut dire, presque "censuré la vie". Les assistants sociaux, les travailleurs de l'Eglise qui sont des gens de la base ont pris position pour une revendication des droits légitimes : que chacun aille demander ses droits là où il le peut, face aux autorités et empêcher celles-ci de se décharger de leurs responsabilités.

Propos recueillis par Philippe NICOLET



Places de tir du Mont-Tendre

LES «DERBONS» MONTRENT LES DENTS

En juillet 1980, le canton de Vaud signait une convention autorisant le DMF à créer six positions de tir pour les obusiers blindés M 109 autour du Mont-Tendre. En tout donc 108 plate-formes de 100 m², ainsi que les routes d'accès et position d'aguets complémentaires. Trois de ces positions sont aujourd'hui terminées. Les trois autres font l'objet d'une vive opposition de quatre autres communes et de leur population: Mont-la-Ville, Gimel, Saint-George et Le Chenit.

En ce qui concerne les projets touchant le Pré d'Aubonne et le Pré de Rolle (commune de Gimel et de St-George), on sait que le Département militaire fédéral (DMF) y a renoncé. Pour les autres terrains, situés surtout sur le versant nord de la crête du Jura, dans les sites encore préservés de toute atteinte et dont certains sont prévus d'être englobés dans le Parc naturel jurassien, les oppositions se sont regroupées sous l'impulsion du groupe «Derbon», du Sentier (un derbon est une taupe en parler local).

Samedi, au cours d'une conférence de presse, ce groupe a notamment précisé, d'une part que la zone de but du Mont-Tendre englobait une réserve naturelle, d'autre part que le déroulement des exercices constituait un sujet d'inquiétude. En effet, en plus des 18 chars M 109 qui forment un groupe d'obusiers blindés et qui évolueront sur les emplacements aménagés, il faut mentionner les engins d'accompagnement, une trentaine parmi lesquels plusieurs M 113 destinés aux postes de commandement de tir et aux postes d'observation. Ces différents postes se déplacent constamment sur des itinéraires non définis.

Des représentants du groupe s'étaient entretenus avec le chef du Département militaire fédéral, M. Chevallaz, en février dernier à Berne, mais sans résultat, chacun couchant sur ses positions. Les opposants unanimes en appellent maintenant à l'opinion publique.

31.8.81 (ATS)

Suicide de Bellechasse Réaction du Groupe action prison

Le Groupe action prison (GAP) prend, dans un communiqué, position sur le suicide, le 26 août dernier à Bellechasse, d'un jeune homme de 23 ans. Le GAP demande pourquoi le directeur du pénitencier de Bellechasse, M. Max Rentsch, a accepté d'incarcérer dans son établissement un individu qui devait suivre un traitement psychiatrique.

Le GAP fait observer que les drogués comme les cas psychiatriques n'ont pas leur place en prison. L'esprit de concertation de M. Rentsch est enfin mis en cause par le GAP. Ce dernier relève le silence de M. Rentsch face à la pétition des détenus datant de cinq mois et demandant des aménagements de la vie carcérale. Le GAP attend toujours une réponse. Il souhaite que M. Henri Nuoffer établisse un meilleur dialogue. (Com./Lib.) 2.9.81

RISQUER LA PAIX A FRIBOURG

Le programme officiel des fêtes du 500e prévoit, les 11 et 12 septembre, deux journées militaires "Journées que nous voulons pacifiques et - pourquoi pas - joyeuses et attrayantes", écrit M. Gilles CHAVAILLAZ, brigadier et organisateur de ces manifestations. Au programme : les démonstrations d'armes modernes.

Nous ne doutons pas que voir des chars d'assaut traverser la Sarine, admirer des fusiliers en pleine action peut receler quelques attraits. Mais voilà, il y a un "hic". Le sur-armement, qui équipe toutes les armées du monde (3 milliards de francs par an pour la Suisse) n'est pas inoffensif : son but est de détruire, et détruire le plus possible. Oh ! bien sûr, on ne vise que "l'ennemi". Qui à son tour va viser un autre ennemi. Nous. Le but est d'assurer notre protection. Mais des experts estiment que la course aux armements n'assure plus aucune sécurité : elle est une garantie que l'humanité court à sa perte.

Alors ? ne pourrait-on pas prendre le temps de réfléchir, afin de trouver ensemble une autre formule? Moins onéreuse, respectant davantage les plus petits, assurant le respect de la vie, permettant la construction d'un réseau d'amitiés, de confiance, de Paix sur cette planète assaillie de bien d'autres problèmes, tous plus graves les uns que les autres.

Le Mouvement fribourgeois d'action non-violente

ACTION VIE NOUVELLE : BILAN D'UNE CAMPAGNE D'EVANGELISATION A BALE

Trente-huit paroisses, communautés et Eglises de Bâle-Ville ont pris part au printemps dernier à une campagne d'évangélisation d'un nouveau style à l'enseigne de "Action vie nouvelle", comme on en prépare une à Genève. A la suite d'une campagne d'information 1'600 volontaires se sont annoncés pour suivre un cours devant leur apprendre à parler de la foi et s'initier à la conduite d'études bibliques.

Après une campagne d'affichage et de presse en deux temps sous le titre "L'avez-vous trouvée ? - la vie nouvelle", les volontaires ont lancé 40'000 appels téléphoniques auxquels ont réagi 15'000 personnes. Celles-ci se sont inscrites pour recevoir la brochure préparée pour la circonstance. 200 groupes d'études bibliques se sont alors formés en différents points de la ville. Il est prématuré de connaître les fruits à long terme de cette action, mais on observe en tous cas une plus grande disponibilité à parler de problèmes personnels ou de questions de foi et la campagne a contribué à rapprocher les chrétiens des diverses dénominations.

S.P.P. 25.8.81

Au feu les jouets de guerre !

Près d'un millier d'enfants d'un bidonville de Bonaerense de Barracas (banlieue de Buenos Aires) ont brûlé, dimanche, leurs jouets de guerre en signe de protestation contre la violence. Cette manifestation, organisée parallèlement à la célébration du Jour de l'enfant dans la capitale argentine, s'est déroulée en la présence de M. Adolfo Perez Esquivel, premier Prix Nobel de la paix argentin. Lors de la cérémonie, les enfants ont jeté au feu leurs jouets figurant des armes et ont reçu en échange des ballons de football offerts par l'organisation Justice et Paix, que préside M. Perez Esquivel. — (afp) 4.8.81

En Angleterre : manifestations contre la bombe à neutrons le jour anniversaire de Nagasaki et Hiroshima

Les partisans de la « Campagne pour le désarmement nucléaire » ont été particulièrement « horrifiés » — écrit Paul Denon dans le journal catholique « Universe » — en apprenant la décision du gouvernement de M. Reagan concernant la bombe à neutrons, décision annoncée précisément le jour anniversaire de la destruction de Nagasaki, le 9 août. Ce bombardement, on se souvient, avait eu lieu trois jours avant celui d'Hiroshima, il y a trente-six ans.

A Londres, dans la cathédrale de Westminster, cent membres de Pax Christi ont veillé toute la nuit. Dans toute l'Irlande du Nord, les cloches des églises ont sonné durant quatre minutes, soit dès 8 h. 15, heure à laquelle la bombe a tout détruit.

Le même jour, un rescapé de Nagasaki, le Dr Tatsiuchiro Akizuki, lors d'un mémorial, a planté un nouvel arbre dans Jubilee Gardens qui se trouve au bord de la Tamise, à Londres. On sait que ces arbres du souvenir sont toujours des cerisiers. Le soir, dans ce même jardin, plus de quatre cents personnes attendaient pour participer à une marche de la paix.

Il y eut aussi, dans le port de Londres, un lâcher de mille ballons portant cette inscription : « Donnez une chance à la paix. » L'Echo 5.9.81

SIGNEZ LA PETITION CONTRE LA BOMBE A NEUTRONS

DEMANDER DES LISTES AU :
SERVICE D'INFORMATION TIERS MONDE
CH. EPINETTES 10 - 1007 LAUSANNE

«Une seule bombe suffit...»

«Si une seule bombe atomique tombait sur une centrale nucléaire ouest-allemande, un tiers de la RFA pourrait devenir un désert irradié»: telle est la conclusion que tire le magazine ouest-allemand «Stern» (17 juin 81). Selon le magazine, l'explosion d'une bombe atomique d'une mégatonne sur le réacteur de 885 mégawatts de Neckarwestheim (près de Stuttgart), provoquerait la mort de millions de personnes et exterminerait toute la vie dans une zone de 1300 kilomètres carrés. De plus, pendant un siècle, toute vie humaine serait impossible sur une surface de 500 km2: les effets seraient encore plus catastrophiques si la bombe touchait une usine de retraitement de déchets radioactifs. Le nuage radioactif du réacteur de Neckarwestheim pourrait atteindre l'Ecosse au bout d'un mois. Les irradiations seraient cinq fois supérieures à celles qui entraînent le cancer. Un an après une telle explosion, la zone contaminée s'étendrait encore jusqu'à Amsterdam. Les conséquences en seraient un taux élevé de mortalité, une modification des gènes et la naissance d'enfants malformés.

21.8.81 (ATS)

Au Guatemala

CONTRAINTS DE CREUSER LEUR TOMBE ET ASSASSINÉS...

Guatemala *(A.P., Reuter)*. — Quinze habitants d'un village proche de San-Miguel-Acatan, hommes, femmes et enfants, ont été contraints de creuser leur propre fosse commune et assassinés par un commando non identifié, rapporte, le lundi 24 août, la presse guatémaltèque.

Le massacre de San-Miguel-Acatan a eu lieu le 19 août près de la frontière mexicaine, dans une région où les guérilleros de gauche sont très actifs. Il a été connu par les témoignages de survivants, qui ont fui vers la capitale, distante de plus de 300 kilomètres. La tuerie pourrait être une mesure de représaille à l'enlèvement, deux semaines plus tôt, du maire du village et de ses deux fils.

Dans le passé, les organisations de défense des droits de l'homme ont accusé le gouvernement et l'armée de charger des « escadrons de la mort », de mener des expéditions punitives dans ce secteur pour dissuader la population d'aider les guérilleros. Selon ces mêmes organisations, la violence politique a fait au moins trois mille victimes l'année dernière au Guatemala. Monde 25.8.81

La résistance des femmes à la guerre

par DANIELLE LE BRICQUIR, ODETTE THIBAULT et CATHERINE VALABREGUE (*)

UNE association est née de la volonté de deux groupes de femmes, qui, sans se connaître, avaient, au même moment, la même idée : inciter les femmes à ne pas s'en tenir aux luttes concernant l'avortement, le viol, les femmes battues..., mais aussi à sortir de leur isolement pour réfléchir aux moyens de prévenir une troisième guerre mondiale, dont on se demande parfois si l'on ne passe pas plus de temps à nous y préparer qu'à l'éviter, et à agir.

Les deux associations découvrant leurs buts communs eurent vite fait de n'en faire qu'une. Résistance internationale des femmes à la guerre était créée (1). On ne manque pas de nous demander pourquoi « *des femmes* », puisque nous accueillons aussi les hommes. Eh bien ! tout simplement parce que c'est une initiative de femmes. Pourquoi l'ignorer ?

Certes, nous ne sommes pas les premières. Quantité de mouvements pacifistes existent, et nous entendons travailler avec eux. Nous leur proposons même de s'unir à nous dans les actions que nous menons. L'une d'elle a reçu un accueil enthousiaste au Forum de la mi-décade, qui réunissait, l'été dernier à Copenhague, des femmes de tous les pays. Il s'agit d'une déclaration que nous proposons à la signature des femmes qui mettent un enfant au monde : « *Du jour de la naissance de mon enfant, je m'engage à prendre ma part de responsabilité dans le monde, pour lutter contre la guerre et tout ce qui porte atteinte à la personne humaine, afin que cela vaille la peine de donner la vie.* »

Cette déclaration, que nous suggérons aux femmes de coller sur le carnet de santé de leur enfant et de nous en envoyer un exemplaire signé, est à distribuer, en particulier, dans les centres de P.M.I. et les maternités.

Autre action : les femmes disent non aux jouets guerriers. Nous demandons aux parents, aux comités d'établissement et aux mairies qui offrent des jouets, de ne plus conditionner les enfants à accepter la violence et la guerre.

Enfin, nous entreprenons une action à long terme bien plus ambitieuse, puisqu'il s'agit de rien moins que d'obtenir de l'éducation nationale des heures d'éducation civique consacrées, de la maternelle à l'université, à *l'éducation à la paix* (2).

Nous savons bien que la guerre est un phénomène trop complexe pour qu'il suffise de crier notre indignation devant l'armement toujours plus puissant que l'on fabrique. Mais pour le prix d'un bombardier on pourrait construire soixante-quinze hôpitaux de belle taille ou fabriquer cinquante mille tracteurs.

Il est grand temps de se mettre, là où nous habitons, là où nous travaillons, à préparer la session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement qui se tiendra en 1982. Nous n'avons aucune raison de laisser quelques dirigeants décider de notre vie ou de notre mort. Si nous voulons un avenir de paix et de justice, c'est de nous tous que cela dépend.

(*) Membres du mouvement Résistance internationale des femmes à la guerre. Monde 6.8.81

(1) B.P. 52 94210 La Varenne. Tél. : 886-50-90 et 883-61-24.
(2) Dans diverses universités d'Europe et aux Etats-Unis, il existe un département de « peace studies ».

Agriculture

● *Des bénévoles cueilleront les jours prochains une récolte de haricots verts* dont le bénéfice est destiné à la création d'une coopérative d'agriculture au Sénégal.

Il s'agit d'une initiative de l'Association mondiale rurale-solidarité tiers-monde, qui l'an dernier avait obtenu une première récolte en ensemençant un champ mis à sa disposition à Pleugueneuc (Ille-et-Vilaine). Les 400 kilos obtenus et récoltés par des membres de l'association avaient permis de verser 4 000 francs à des ouvriers agricoles brésiliens alors en grève. — *(Corresp.)* Monde 13.8.81

DOSSIER SEPTEMBRE 1981

Eglises et tiers monde

QUESTIONS BRULANTES AUX CHRETIENS

UN INSTRUMENT DE DIALOGUE ET D'ACTION

Les engagements, les prises de position des milieux dits tiers mondistes dérangent. Les réalités et les problèmes de (sous-)développement qu'ils soulèvent frappent et divisent l'opinion. Ils provoquent également des blocages entre chrétiens engagés pour le développement et les autres chrétiens gênés par des remises en question trop énergiques des premiers, d'où un réel malaise. Au lieu de s'interpeler les uns et les autres, au nom de l'Evangile, les chrétiens courent le risque de se refermer sur leurs positions.

C'est pour essayer de débloquer une telle situation qu'un groupe de travail "Eglises et tiers monde" de la Déclaration de Berne et du Centre Protestant d'Etudes nous livre une brochure - fruit de leurs réflexions - qu'ils souhaitent être un instrument de dialogue et d'actions dans les paroisses, les groupes de chrétiens, les instances de décisions, tels que conseils, commissions, etc.

Leur but est d'amorcer le dialogue entre chrétiens et hommes de bonne volonté au sujet du tiers monde en suscitant la réflexion et en proposant des pistes pour entrer concrètement dans des actions de changement et aussi de montrer que les raisons de leur engagement s'enracinent dans leur foi elle-même.

Laissons réchauffer nos coeurs et nos esprits à leurs questions brûlantes et indiscrètes. Les remarques et objections seront accueillies avec bienveillance et le groupe reste à disposition pour engager la discussion et faire ensemble un pas de plus. Les extraits ci-après de la brochure devraient nous y aider.

QUESTIONS BRULANTES AUX CHRETIENS

Table des matières

Cette brochure est en vente à la Déclaration de Berne - C.P. 97 - 1000 LAUSANNE 9 Tél. 021 22 32 19 - au prix de Fr. 3.--

1. PIEGES DES MOTS ET SIMPLIFICATIONS TENDANCIEUSES...

Maldéveloppement ...
Multinationales...
Néo-colonialisme...

Voilà des mots qui crispent, qui provoquent des phénomènes de rejet !

C'est pourtant dès que l'on veut dépasser l'appel à la générosité pour s'attaquer aux causes du sous-développement qu'il y a le plus souvent refus d'aborder les questions essentielles dans les Eglises et entre chrétiens. Les réactions émotives rendent les gens facilement manipulables. Or, l'une des principales armes de la manipulation est l'amalgame, par exemple :
"Vous critiquez notre système, donc vous êtes de gauche, donc vous êtes des alliés des communistes, donc vous approuvez le régime soviétique".

"Vous essayez d'apporter une technologie occidentale, donc vous ouvrez la voie aux sociétés multinationales, donc vous êtes un agent de l'impérialisme"...
La foi chrétienne peut-elle nous aider à échapper à ces manipulations ? Oui, dans la mesure où l'Evangile nous libère à la fois des fausses sécurités et des fausses espérances.

2. POSTULATS FONDAMENTAUX

Pour éviter dans la mesure du possible les blocages et les amalgames, voici les positions du groupe :

** C'est un leurre que de penser pouvoir être fidèles à l'Evangile en se tenant à l'écart de tout engagement politique. Ce serait priver la société dans laquelle nous vivons de la force régénératrice du Christ. En outre, l'apolitisme est une illusion. Ceux qui prétendent ne subir aucune influence politique sont en général les agents inconscients de l'idéologie politique dominante.*

** Il faut se débarrasser du sentiment stérile de culpabilité. Cela n'est possible que dans la proclamation d'un pardon et d'une espérance. Pour nous, chrétiens, ce pardon a été manifesté en Christ, cette espérance est celle du Royaume de Dieu.*

** Si nous espérons un Royaume de justice et d'amour, nous devons exercer une réflexion et une action critiques à l'égard de tout système social. Notre critique s'adresse en premier lieu au système capitaliste, puisque c'est celui dans lequel nous vivons. Mais nous ne nous rallions pas pour autant à un autre système. Les textes qui suivent critiquent avec autant de vigueur les régimes fondés sur le marxisme (capitalisme d'Etat au lieu de capitalisme privé). Loin de nous laisser enfermer dans l'alternative "capitalisme ou communisme", nous considérons les deux systèmes comme singulièrement semblables : même volonté de puissance, même matérialisme, même mépris des petits et des marginaux.*

** L'espérance de l'unité en Christ est totalement différente du mythe de la préservation de l'unité de l'Eglise. N'oublions pas que les prophètes et le Christ ont apporté la division. Ils n'ont pas hésité à dénoncer les infidélités, les hypocrisies, la négligence . La dénonciation n'est pas incompabible avec l'amour du prochain et le respect de l'interlocuteur. Faut-il s'interdire de dénoncer ce qui apparaît comme contraire à l'Evangile, afin de "sauvegarder" l'unité de l'Eglise ? Unité bien superficielle si le fait d'aborder de telles questions la menace si gravement !*

** Ce ne sont pas les chrétiens - encore moins l'Eglise officielle - qui établiront le Royaume de Dieu ; mais nous croyons que l'Eglise est appelée à s'engager par des actes significatifs qui expriment la cohérence entre nos actes et nos paroles.*

** Le choix d'un acte significatif est difficile et déchirant : il nous oblige à modifier nos idées et nos comportements. Certes, nous reconnaissons que nous devons parfois accepter des compromis, mais nous devons veiller à ce que ces compromis soient sans cesse remis en cause. Les actes significatifs révèlent l'objectif final, alors même qu'il est loin d'être atteint.*

3. RESPONSABILITES DES CHRETIENS

Un des chapitres-clé de la brochure appelle à la responsabilité sociale et politique des chrétiens.

La crainte des hérésies de l'Est n'est pas une raison spirituelle valable pour nous dispenser de réagir contre les hérésies de l'Ouest, lieu premier de notre responsabilité devant Dieu. De plus, notre incapacité à l'Ouest, de nous réformer, de transformer notre système économique et social en vue d'une plus grande justice pour tous est l'une des raisons majeures de l'attrait de l'Est auprès de nos foules prolétarisées du monde contemporain. Le communisme, ou capitalisme d'Etat, se nourrira des vices du capitalisme privé aussi longtemps que celui-ci ne sera pas capable de se transformer et de combattre ses propres tendances à la concentration des pouvoirs et des privilèges et à l'usage de la violence pour les conserver. Un christianisme conséquent et intelligent consiste à intégrer les vérités partielles contenues dans les deux attitudes que nous avons mentionnées. Il s'agit de maintenir simultanément la référence au Dieu vivant et saint qui dépasse infiniment nos horizons politiques

et sociaux et les exigences de l'incarnation de ce Dieu dans l'histoire en la personne du Christ, avec ses jugements et ses promesses pour les hommes et pour les sociétés, toujours appelés aux renouvellements transformateurs.
Les chrétiens doivent-ils intervenir individuellement dans les actions et les dé-débats sociaux, politiques et économiques, ou est-ce aussi l'affaire des institutions ecclésiastiques ?
La question reste ouverte de cas en cas. Lorsque l'institution reflète courageusement le courant prophétique des croyants qui l'animent, elle remplit sa mission, elle aussi, en intervenant chaque fois qu'une question éthique importante se pose à la conscience des croyants et de leurs contemporains.
Mais une intervention à caractère prophétique d'une Eglise est en réalité une chance de plus donnée aux individus et aux sociétés de se transformer et de se renouveler.
Toute Eglise qui ne remplit pas courageusement la mission critique qui lui est assignée à l'égard des pouvoirs dominants tend à devenir inutile. Mais les souffrances qu'elle tolère ainsi tacitement et le sang innocent qu'elle laisse couler par sa complicité passive lui seront redemandés (Ezéchiel 33).

4. QUESTIONS INDISCRETES SUR L'ARGENT

Pour demeurer fidèles à leur vocation, les Eglises doivent poser aux hommes de notre temps les questions que l'Evangile leur adresse au sujet de leur argent.
Certes, il y a beaucoup d'autres domaines où les chrétiens et leurs Eglises ont à intervenir : droits de l'homme, non-violence, information, éducation, relations avec les autres cultures, etc. Ne pouvant aborder tous ces sujets, nous avons choisi de nous limiter aux questions concernant l'argent. Pourquoi ?
C'est que nous trouvons dans l'Evangile une insistance toute particulière sur la relation de l'homme avec l'argent.
Les questions fondamentales concernant l'usage de l'argent doivent être posées aux différents niveaux où s'exerce la responsabilité des chrétiens :
- individuel, personnel et familial
- ecclésial,
- social et politique
- national

QUELQUES QUESTIONS :

- Est-ce que je connais l'usage qui est fait de mon argent placé dans une banque, dans une compagnie d'assurance, dans une société par actions, etc. ? Y a-t-il des achats que je fais qui vont permettre de fortifier des structures d'injustice (exploitation, racisme, violation des droits de l'homme) ?
- Notre paroisse (notre Eglise) doit-elle s'exprimer publiquement lorsque ses fonds / ou d'autres fonds sont utilisés pour des buts contraires à l'éthique chrétienne (investissements favorisant des violations caractérisées des droits de l'homme ?).
- Quels sont les critères qui nous guident dans notre engagement dans un parti politique ou dans un groupe professionnel ? (Défense de nos intérets de groupe ? solidarité plus large ? motivation chrétienne ?).
- L'Eglise ou les chrétiens ont-ils à prendre l'initiative d'écrire au Conseil fédéral ou aux parlementaires lorsque des questions d'éthique chrétienne sont en jeu ? (Exemples : loi sur les étrangers, crédit spécial accordé à une dictature particulièrement répressive, accueil de réfugiés, initiative que notre pays pourrait prendre dans la lutte contre la torture, etc.).

Toutes les questions ci-dessus ne sont pas nouvelles. Pourtant, il est rare qu'un débat véritable ait lieu dans nos Eglises à leur sujet. Pourquoi ?
Nous appartenons tous à des groupes socio-professionnels différenciés. Or, tous combattent pour la défense de leurs intérêts. La question qui doit être posée au sein de ces groupes professionnels, syndicats patronaux, syndicats d'ouvriers, partis politiques, etc. est de savoir si les intérêts qu'ils défendent sont légitimes ou non du point de vue de l'Evangile. Certains le sont, mais pas tous de la même manière, et d'autres ne le sont pas du tout.

5. QUELQUES PISTES POUR UNE ACTION CONCRETE

Il n'est pas sûr qu'une action naisse d'une information. En revanche, il est certain qu'aucune action ne peut se développer si elle n'a pas été précédée d'une prise de conscience. Ce qui nous incite à accorder la première place à l'information.
Certes, sur le plan quantitatif, nous sommes abondamment informés. Mais cette abondance, mêlant souvent causes et conséquences, privilégiant parfois le spectaculaire aux dépens du décisif, provoque plus souvent l'accablement que la participation. Il y a derrière toute information une intention qu'il s'agit de discerner pour comprendre ce qu'elle met en évidence et ce qu'elle cache.

LES THEMES D'ACTIONS PROPOSES

* Réfléchir et agir en groupe.
* Achats solidaires.
* Que faire de notre épargne ?
* Violence inévitable ?
* Partager avec les autres ?
* Nourrir sa foi.

De par les connexions et les interdépendances toujours plus serrées à l'échelle mondiale entre notre monde et et tiers monde, bien des injustices ou des erreurs commises ici ont des effets néfastes là-bas, ont également des répercussions négatives chez nous. Un exemple : les transferts d'unités de production dans le tiers monde, opérés par nos entreprises, et qui bénéficient des disparités de salaires et de charges sociales, et aussi des lacunes dans la protection des travailleurs du tiers monde ; ces transferts privent des travailleurs de chez nous de leur gagne-pain, sans apporter du reste une vraie prospérité là-bas.

ANNEXES:

4 annexes complètent utilement la brochure :

- sur la politisation des Eglises, reproche actuel qui, pourtant, est un fait de longue date ;
- sur des slogans qui nous paralysent et des appels qui nous libèrent ;
- ce qui rend difficile les décisions relatives aux problèmes du tiers monde, c'est que les conceptions de l'aide au développement ont beaucoup évolué : raison pour laquelle il est nécessaire de présenter un bref historique de l'aide au développement de 1945 à nos jours ;
- enfin, quelques adresses utiles.

SLOGANS :

Voici quelques-uns des slogans :

- Les Eglises ont partie liée avec le pouvoir ; inutile d'attendre d'elles une action libératrice.
- La religion qui prêche la soumission à Dieu dépossède les hommes de leurs responsabilités (elle est un "opium du peuple").
- Les Eglises cherchent à remédier aux méfaits du système, mais ne remontent pas à leurs causes.
- Il y a toujours eu des injustices, il y en aura toujours.

"A notre époque, un peu partout dans le monde, une demande est adressée à l'Eglise. On attend d'elle qu'elle dénonce les inégalités, la pauvreté, l'injustice. On attend d'elle qu'elle participe aux recherches des solutions aux problèmes du monde, qu'elle aide à la mise en oeuvre d'une organisation meilleure de la vie collective. Même ceux qui ne la fréquentent pas sont portés à penser qu'elle est peut-être qualifiée et qu'elle aurait des responsabilités à prendre."

Vincent COSMAO

Dossier préparé par Bernard GRANGIER

elle est partie...



Le 29 août 1981, Biancamaria TRAVI, professeur, de SOLIDARIETA TERZO MONDO, qui a participé aux stages FSF au Bouveret, a rejoint le diocèse d'Atakpamé au TOGO pour y enseigner la littérature.
Son adr.: B.P. 31 ATAKPAME / TOGO

retours au pays:

- Marie-Antoinette DUTOIT, enseignante, qui durant deux ans a donné des cours de langues et d'histoire au Collège Notre-Dame, à Moudou / TCHAD.
  Son adr. actuelle : 1037 ETAGNIERES / VD
- Nicole MORET, assistante sociale, qui avec son mari Pierre-Yves, dans le cadre du projet pastoral de la paroisse de Progreso, en EQUATEUR, a participé à l'élaboration et l'animation d'un développement intégral avec les paysans. Pierre-Yves est reparti pour quelques mois afin de remettre ce projet à des successeurs Equatoriens. L'adresse de Nicole : Villars-Vert 18, 1752 VILLARS-S/GLANE
- Dorothée KELLER, enseignante, a donné des cours de philosophie et de langues, dès novembre 1979 au Collège St-Jean Bosco à Tomegbe au TOGO.
  Son adr.: Bischofzellerstrasse 29, 9202 GOSSAU
- Maryvonne et Pierre BRACHET-BLANCHARD ont tous deux enseigné au Centre de formation professionnelle de Nouna, en HAUTE-VOLTA. Pierre donnant des cours d'électronique et de science, Maryvonne de langues et d'hygiène.
  Leur adr.: Rue Emile Gabory 71, 8500 LA ROCHE-SUR-YON / FRANCE

NETTOYAGE DES CHALETS AU BOUVERET : LE SAMEDI 14 NOVEMBRE 1981

Nous invitons les personnes de bonne volonté à s'adresser soit au Secrétariat FSF (tél. 037 22 00 76), soit à Thérèse DUBOSSON (tél. 025 81 19 51). MERCI D'AVANCE DE VOTRE AIDE CE JOUR-LA !

naissances

- Wendelin, le 16 mai au TOGO, fils de Dorothée KELLER, Bischofzellerstr. 29, 9202 GOSSAU
- Evelyne, le 12 juillet au foyer de Cécile et Alain MONNAY-GRAF, Florissant 7, 1008 PRILLY
- Raphaël, le 15 juillet, au foyer de Pia et Jean-Claude CHAMOREL-WIDMER, Ch. du Parc de Valency 3, 1004 LAUSANNE
- Christian, le 19 juillet, au foyer de Raymonde et Roland COUTURIER-DUPERTUIS, Rue Alphonse Ferrand 3, 1232 CONFIGNON
- Anaïs, le 4 août (durant le stage final d'été) au foyer de Mô et Claude MASSARD-BLEEKER, Av. du Pont 12 bis, 1820 MONTREUX
- Antoine, le 11 août au foyer de Violaine et Axel GODIN, Cité des 600 logements B 4 118 SETIF / ALGERIE
- Christophe et Mélanie ont agrandi la famille d'Adrienne, Raymond et Virginie JECKER-BRAHIER, Ecole normale de Lavaud, PORT-DE-PAIX / HAITI

mariages

* Gérard MARQUIS, de Mervelier, JU, ancien volontaire au Cameroun, épousera Marlène SOWAMBU, de Port-Louis. Date de leur union : le 10 octobre 1981, à MERVELIER.
* le 5 septembre 1981, Nicole FIERZ et Michel BENDER, du groupe FSF Valais, se sont mariés à la chapelle du Chemin-Dessus - VS. Future adr. Ecole Normale de Lavaud, PORT-DE-PAIX / HAITI

décès

+ M. Bernard PITTELOUD, instituteur, le 19 juillet, époux de Mme Gaby PITTELOUD-SANSONNENS, ancienne volontaire au DAHOMEY. Adresse : 1961 LES AGETTES / VS

"S'ARRETER POUR FAIRE LE POINT"

2 WEEK-ENDS : 21 - 22 NOVEMBRE / 19 - 20 DÉCEMBRE 1981

LIEU : LONGIROD (Jura Vaudois) Prix : Fr. 30.-- par W.E. (indic.)

ANIMATION : Gilbert ZBAREN Nombre maxim. : 15 personnes

INSCRIPTION : à retourner à GVOM - p.a. Gilbert ZBAREN
Rte de Lausanne 10 - 1033 CHESEAUX

Ces deux week-ends devraient permettre aux participants de déterminer si par leurs activités ils atteignent ce qu'ils souhaitent par rapport à leur "idéal de vie".

Départ...

- *Marianne et Jacques-André GUILLAUME GENTIL, infirmière et professeur de math. sont partis le 14 spetembre pour DABOU en COTE D'IVOIRE au service du cours secondaire et de l'hôpital de l'Eglise protestante Méthodiste. C'est un engagement dans le cadre de la CEVAA (Communauté d'Eglises d'Afrique, du Pacifique, de Madagascar et d'Europe).*

retours

- Nicole PILLER, professeur de math. de retour du cours secondaire protestant de DABOU, en COTE D'IVOIRE.
- Sylvie et Gérald NEMITZ, libraire et imprimeur typo sont de retour de KINSHASA (ZAIRE). Ils étaient au service de l'Eglise du Christ au ZAIRE. Leur travail a été très handicapé par la situation économique actuelle du Zaïre, les matières premières, papier, encre, film,etc.... manquant faute de devises. Seuls les riches peuvent encore s'en tirer dans ce genre de situation crée par les injustices de l'économie mondiale...
  Sylvie et Gérald vont se mettre à l'étude des possibilités du projet évoqué dans l'un de nos derniers numéros :

IMPRIMERIE - BISTROT - LIBRAIRIE

PROJET COMMUNAUTAIRE QUE GVOM AIMERAIT REALISER.

QUI S'Y INTERESSERAIT ?

NOUS CHERCHONS EGALEMENT DU MATERIEL ET MEME UN ATELIER A REPRENDRE.

NOUS AURONS BESOIN DE LOCAUX et... D'ARGENT.

DU STADE DE L'IDEE, NOUS VENONS DE PASSER A L'ETUDE...

NOUS VOUS TIENDRONS AU COURANT DE LA SUITE

*****

BOURSES POUR DES SALAIRES AU NICARAGUA

Nous nous sommes engagés à trouver 2 bourses salaires, ce qui représente Fr. 1'400.-- par mois. Nous avons reçu Fr. 500.-- et 3 promesses de versements réguliers. Nous avons besoin que ceux qui lisent cela nous versent quelque chose et... si possible chaque mois.

Rens. auprès de notre secrétariat : 2314 LA SAGNE tél. 039 31 78 27

CCP 10-209 68 - en indiquant NICARAGUA

APRES LES VACANCES, QUELQUES TITRES POUR LA RENTREE :



LA CAMPAGNE ANNONCEE S'ETENDRA SUR TOUT L'HIVER.

INTERROGATION reviendra sur cet important sujet dans le cadre de son prochain dossier.

****





****

INFORMATIONSDIENST 3. WELT
SERVICE D'INFORMATION TIERS-MONDE

LA PUISSANCE ET L'ARGENT

LE DESORDRE FINANCIER ET MONETAIRE

FONDS MONETAIRE / TIERS-MONDE / SUISSE

SOMMAIRE:

Introduction
L'initiative d'Arusha
Appel en faveur d'une conférence des Nations Unies sur les affaires monétaires et financières internationales
Les finances mondiales sont sorties de leurs gonds / Markus Mugglin
Jamaïque : Le FMI est passé par là Bruno Gurtner
Les relations de la Suisse avec le FMI / Markus Mugglin
Le Fonds monétaire international/ Richard Gerster (Collab. d'Helvetas)

Dossier no 2-3/80 (août 1981)
I3M - Ch. des Epinettes 10
CH - 1007 LAUSANNE tél. 021 27 43 53
au prix de Fr. 5.--



LETTRE OUVERTE DU NICARAGUA

Bernard BOREL et Marion HELD (GVOM) Sergio FERRARI et Ursi SCHARER (FSF) sont au NICARAGUA depuis 1980. Ils nous proposent une lettre commune dont nous ne pouvons malheureusement publier qu'une partie.

I. NOTRE ENGAGEMENT DE VOLONTAIRES

Education (par Sergio et Ursi)

L'éducation nicaraguayenne en général a une très mauvaise réputation. D'ailleurs les autorités elles-mêmes reconnaissent l'insuffisance de l'enseignement pré-révolutionnaire tant qualitativement que quantativement (avec une désertion scolaire énorme). Il faut dire que le tremblement de terre de 1972 qui a ravagué Managua a complètement désorganisé l'administration scolaire, tandis que la phase insurectionnelle de 1978-1979 voyait les étudiants davantage préoccupés par des activités politico-militaires et organisatrices que strictement scolaires (leur travail dans cette période de la révolution fut d'ailleurs d'un poids décisif pour assurer la victoire du 19 juillet)

Dès son installation au pouvoir, le gouvernement sandiniste fait un choix important et significatif dans sa politique de l'éducation. En effet, son premier geste n'a pas été d'améliorer les universités, mais au contraire, de réduire l'analphabétisme en organisant une grande campagne d'alphabétisation de 5 mois où 40'000 étudiants sont allés rencontrer le peuple de paysans, de "marginaux" pour partager une partie de leur connaissance. Pendant cette croisade d'alphabétisation (qui a duré de mars à août 1980), plus de 400'000 nicaraguayens ont pour la première fois été "à l'école" ; ainsi, le taux d'analphabétisme a été réduit très sensiblement, devenant un des plus bas d'Amérique Latine. Cette campagne massive ne fut pas un effet unique, mais le début de tout un programme d'éducation d'adultes. C'est ainsi qu'a été créé un vice-ministère de l'éducation, la tête de tout un réseau d'assesseurs techniques, promoteurs, coordinateurs responsables de plus de 18'000 collectifs d'éducation populaire.

Depuis mars 1981, l'enseignement des adultes se fait à 2 niveaux : l'alphabétisation continue comme enseignement de base et il s'ajoute maintenant "le premier niveau" pour les plus avancés. Dès août 1981, il y aura un "deuxième niveau" et ainsi de suite jusqu'au "quatrième niveau" qui devrait équivaloir à un enseignement primaire complet.

Notre travail peut servir à illustrer le fonctionnement de l'éducation des adultes. Nous sommes chacun "maître populaire", ou coordinateur d'un collectif d'éducation populaire - CEP - réunissant environ 15 élèves. Avec 4 autres CEP, ceux du "ler niveau", nous formons un groupe d'éducation d'une zone de Ciudad Sandino (qui est une zone marginale de 75'000 habitants à 5 km de Managua). Il y a donc dans ce groupe 6 coordinateurs et 80 élèves à la tête desquels se trouve un promoteur qui est responsable de la création et du bon fonctionnement des CEP.

Santé (par Bernard)

Actuellement, la santé s'organise comme un système national unique reposant sur les deux idées fondamentales de décentralisation applicative et centralisation normative dont voici le principe :

1) Décentralisation applicative : Ce principe découle de la constatation suivante : si le pays veut garantir l'accès à la santé à tous, il faut que chacun

puisse y recourir sans faire de grands déplacements, donc en ayant un agent de santé "sur place". C'est ainsi qu'il se crée des postes de santé, tenus par des brigadistes ayant une formation minimale, pour pouvoir répondre à la demande de santé de près du 80 % de la population. Chaque poste dépend d'un centre de santé de zone qui regroupe en principe une population de 20-30'000 habitants et où se trouve normalement un ou plusieurs médecins avec la possibilité de faire des examens de laboratoire élémentaires. En outre, dans les zones très éloignées d'une ville, ces centres de santé possèdent quelques lits et donc un personnel infirmier adéquat. Les brigadistes doivent donc y référer les "cas" qu'ils ne peuvent affronter seuls.

Chaque zone faisant partie d'une région, les médecins du centre peuvent référer les "cas" nécessitants une hospitalisation et/ou des examens particuliers dans un hôpital régional où se trouvent aussi des consultations externes de spécialités. Enfin, et si nécessaire, les médecins des hôpitaux peuvent référer les patients au niveau central où se trouvent les cliniques spécialisées pour les cas urgents. A quelque niveau que cela soit, la consultation, en principe médicaments compris, coûte l'équivalent de Frs 2.-- (env. 1/3 du salaire journalier d'un campesino.

2) La Centralisation normative découle du principe que, selon les problèmes de santé et les ressources du pays, il faut essayer de donner des lignes directrices, des priorités, basées sur des renseignements statistiques rassemblées au niveau central, qui sont revues d'année en année. C'est ainsi que le ministère de la santé édicte des normes sur l'attention médicale des femmes enceintes du développement des enfants, du traitement d'endémies telles que la diarrhée, le paludisme, la tuberculose. Pour cette année en particulier, le ministère de la santé a lancé les fameuses "journées populaires de santé", basées sur l'idée connue que près du 65 % des maladies rencontrées au Nicaragua pourraient être prévenues. Ce sont donc des campagnes massives de vaccinations, avec la participation, en plus du personnel sanitaire, des organisations de masse (syndicats, associations de femmes de parents, etc.) ; mais aussi de nettoyages de quartiers, de communautés, de sensibilisation à l'importance de l'hygiène collective et individuelle, tout comme d'éradication de la malaria, chaque campagne étant programmée selon un calendrier établi au début de l'année. Il va sans dire que ce système qui se met lentement en place rencontre des problèmes ; d'abord par manque de gens formés, mais aussi à cause de la résistance du corps médical traditionnel qui préfère sa consultation privée, sa clinique qui lui rapporte.

Mon travail comprend deux volets : premièrement, je donne des consultations dans un centre de santé - deuxièmement, je vais visiter des propriétés de café appartenant à l'état où je donne quelques consultations, mais où j'essaie aussi de former des brigadistes, notamment quant aux premiers secours contre la diarrhée, la malaria et quant à la médecine préventive, si importante ici.

Culture (par Marion.

La culture nicaraguayenne connaît diverses souches : l'indienne, l'espagnole et l'africaine. La première est la culture primitive de l'Amérique Centrale, la seconde fut importée et imposée par les conquistadores au XVIe siècle et la dernière s'est infiltrée peu à peu au XVIIIe siècle par l'arrivée massive des esclaves africains.

Pendant la dictature somoziste, il semble bien qu'à part certaines danses exotiques de la côte Atlantique (Palo de Mayo) et quelques chansons et danses folkloriques du Pacifique, la culture mise en valeur était d'origine bourgeoise et occidentale, en particulier Nord-Américaine. Cependant, les mouvements d'opposition au régime renouaient avec les racines culturelles et artistiques populaires. Aujourd'hui, le Ministère de la Culture fait d'immenses efforts pour réactiver ses racines, augmenter le potentiel créatif du peuple nicaraguayen, promouvoir une éducation artistique à l'école et dans les centres populaires culturels. Ces efforts se réalisent dans presque tous les domaines de l'art - poésie - théâtre - art plastique - musique - danse , etc.

Dans le domaine de la poésie, le ministère a ouvert des ateliers populaires de poésie. Plusieurs créations issues de ces ateliers sont publiées dans les suppléments culturels des quotidiens et un recueil de l'atelier de poésie de Solentiname a déjà paru.

Au niveau du théâtre, le pays assiste à la naissance de plusieurs groupes de théâtre amateur qui jouissent d'une assistance technique fournie par le ministère qui a formé plusieurs promoteurs de théâtre, responsables de ces groupes. Les groupes se recrutent dans divers milieux : jeunesse sandiniste 19 de julio association des femmes Nicaraguayennes, armée, syndicats, etc. Pour une ville comme Managua, il y a actuellement 15 groupes de ce type. Considérés comme facteurs de conscientisation politique et d'éducation populaire, ils doivent créer environ 4 représentations annuelles. En ce moment, s'est créé une école de théâtre national.

Je suis employée par le Département théâtre du Ministère de la Culture comme assistante technique. Mon rôle consiste à donner les bases de l'expression corporelle à tous les groupes de théâtre-amateur de Managua, et peut-être plus tard aux groupes régionaux. Par ailleurs, je donne aussi des cours d'expression corporelle dans un centre de réadaptation pour aveugles, toujours mandatée par le ministère de la culture.

Le Nicaragua à l'heure actuelle :

Nous vous proposons de partager avec nous deux aspects différents du Nicaragua. Le premier, plus général, dans lequel nous essayerons de donner quelques éléments de réflexion sur la situation politique nicaraguayenne actuelle. C'est le résultat d'une analyse sur ce que vit la révolution sandiniste. C'est du moins ce que nous en percevons. Le second, plus spécifique, est lié aux activités quotidiennes que nous avons ici.

Nous attendons en échange votre réflexion sur ces problèmes et votre largesse d'esprit pour redoubler les efforts pour une solidarité concrète avec ce pays et son processus révolutionnaire.

1. SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE

La situation générale du Nicaragua est profondément liée à la réalité d'Amérique Centrale. Loin d'être une définition théorique, ceci est une des clefs pour déchiffrer la problématique de ce pays. Ce qui se passe au Honduras, Guatémala, Salvador et Costa-Rica a une répercussion directe sur le Nicaragua et vice-versa.

Nous avons en présence dans cette partie du monde trois projets politiques différents. Celui des dictatures ou des régimes sous contrôle militaire effectif, régimes sauvages par la répression et la surexploitation de ses habitants. C'est le cas du Guatémala, Salvador et Honduras.

Le projet du Costa-Rica, avec ces dernières années un fonctionnement démocratique, lui a valu d'être appelé "La Suisse de l'Amérique Centrale". Et enfin, le projet de la Révolution populaire sandiniste du Nicaragua.

Ces derniers mois, autour du territoire nicaraguayen, on assiste à une forte consolidation des dictatures répressives et à une rapide détérioration de la "démocratie Costa-Ricaine".

Le très grand durcissement de la politique sanglante du Salvador, Honduras et Guatémala et le dernier revirement à droite du Costa-Rica sont les conséquences directes d'une politique globale, dictée par Washington. Le Pentagone ne veut pas revenir en arrière dans cette zone stratégique si importante et cherche à renforcer ces gouvernements fantoches pour éviter que l'exemple du Nicaragua ne se propage. Car chaque jour la révolution populaire sandiniste se révèle plus clairement comme une alternative valable pour les peuples de l'Amérique Centrale.

Dans ce cadre, le Honduras, avec la bienveillance de son armée, est comme base d'opération de quelques milliers d'ex-gardes somozistes. Ces derniers passent périodiquement en territoire nicaraguayen, sacageant les villages fronta-

liers et assassinant des miliciens et garde-frontières. C'est également du Honduras qu'émet la radio clandestine du 15 septembre, voix de la réaction nicaraguayenne. Les provocations permanentes aux frontières du Honduras pourraient marquer le début d'un conflit armé entre ces deux nations. La lutte entre le Honduras et le Nicaragua, encouragée par les USA qui soutiennent intégralement le premier, serait alors la version actuelle de la politique interventionniste américaine, la réactualisation politico-militaire des invasions de St-Domingue, de Cuba (Baie des Cochons), du Guatémala (époque de Jacobo Arbenz), etc.

Conscient de tout cela, le gouvernement Nicaraguayen a commencé une offensive diplomatique avec ses voisins pour garantir la paix. Le Nicaragua n'aspire aucunement à une nouvelle guerre. Il désire la tranquilité pour reconstruire le pays.

Nous savons qu'en Europe, on parle de "cubanisation", de militarisation et que certaines informations tendent à faire passer la révolution nicaraguayenne comme aliénée, offensive et expansionniste. Rien n'est plus faux !

Le Front Sandiniste et la Junte gouvernementale s'efforcent de maintenir le contact avec le gouvernement du Honduras et a fait déjà maintes démarches en ce sens. Voici en gros ce qu'il lui expose : "Une guerre entre nos deux pays ne va pas résoudre les problèmes de l'Amérique Centrale. De plus, et c'est ce qu'il y a de pire, nous sommes utilisés comme des pions sur l'échiquier par les impérialistes Nord-Américains, nous qui sommes des frères Latino-Américains. Cela n'a aucun sens que les travailleurs Hondurêniens, déjà exploités, et avec autant de problèmes que leurs homonymes Nicaraguayens, se tuent dans un affrontement. Si les Nord-Américains veulent nous envahir, qu'ils viennent eux-mêmes !

De plus, le Front sandiniste et la junte gouvernementale dialoguent avec le Mexique et le Vénézuela afin que ces deux pays, comme "frères aînés" de l'Amérique Centrale, y garantissent la paix. Ils ont aussi suscité une réunion au sommet (qui aura lieu ces prochains mois) des chefs d'etat d'Amérique Centrale, y compris ceux du Mexique et du Vénézuela pour clarifier la situation et PRESERVER LA PAIX !

2. SITUATION INTERIEURE

Nous aimerions ici, avant tout, vous parler de deux points principaux de l'actuelle conjoncture politique.

A. Sabotage de la réaction

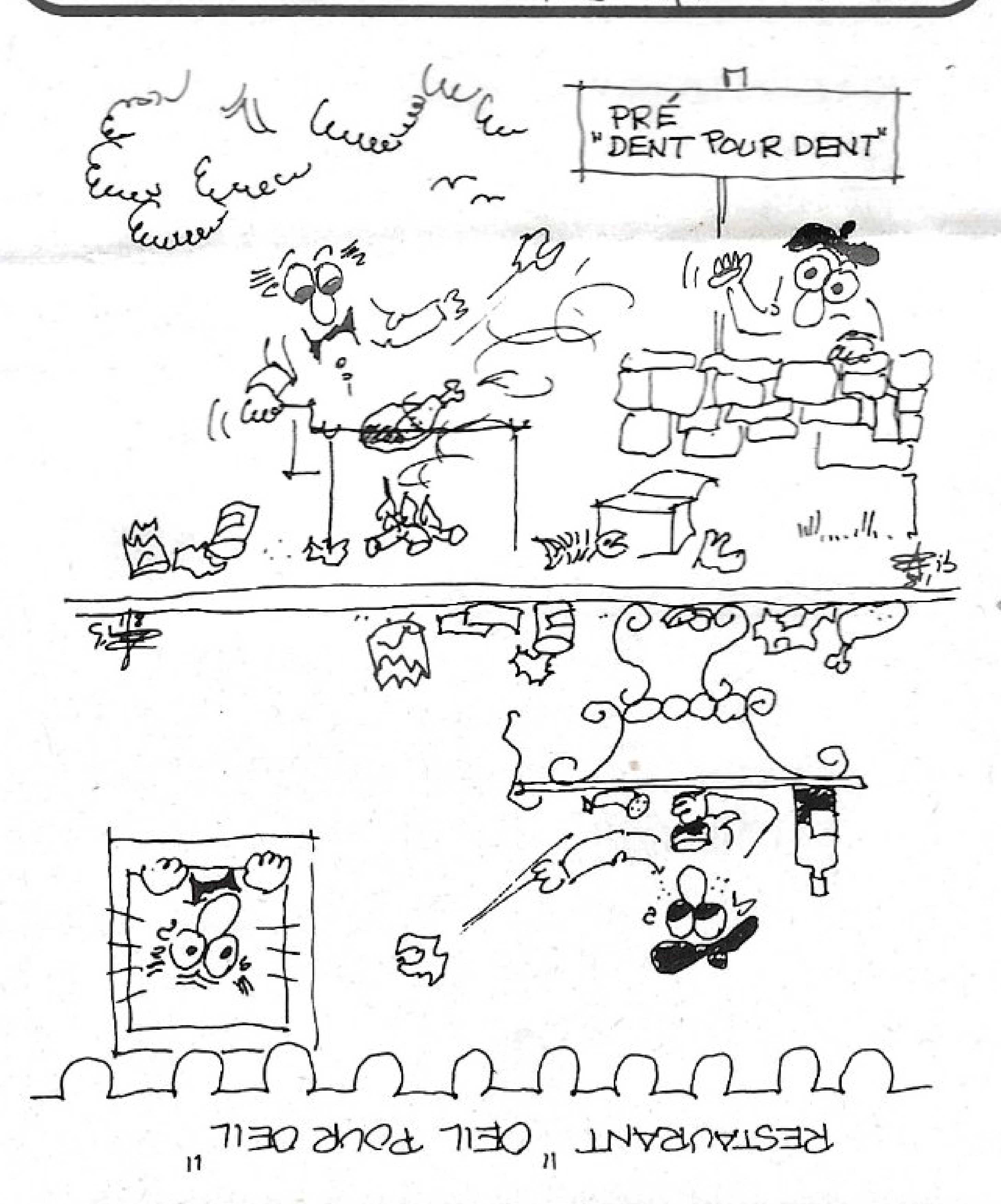
Le secteur de la réaction économique et politique nicaraguayenne est formé de commerçants, de chefs d'entreprises - propriétaires terriens et industriels - et de certains partis politiques conservateurs (Parti conservateur du Nicaragua, Mouvement démocratique nicaraguayen, Parti social chrétien, etc.)

Dès la victoire de la révolution, les efforts économiques des sandinistes ont été de promouvoir et fortifier une économie mixte qui permette, avec la participation des secteurs d'Etat et privé, la reconstruction d'un pays défait par le somozisme.

La bourgeoisie réactionnaire qui paraît ne pas avoir compris que le 19 juillet 1979 eut lieu un changement radical, se livre à une politique de boycottage (qui a été en augmentant ces derniers mois)... En 1980, les investissements privés ont diminués de 44,7 % (!) selon des sources officielles. En même temps, cette même bourgeoisie a l'audace d'accuser publiquement le gouvernement de "ne pas accomplir les objectifs économiques planifiés". Ces chefs d'entreprise appelés ici "vende-patria" (vend-patrie), menacent d'intensifier la "guerre économique" si le gouvernement ne satisfait pas leurs points de vue qui, en l'occurence sont les suivants : garantir leur profit; mettre un terme à la réforme agraire; revenir à une économie libérale, ce qui revient à dire : ne renoncer à aucun de leurs privilèges être "libre" de garder leur pouvoir et leurs richesses déjà grandes. ■

A la terrasse d'un café lausannois, un paysan s'installe et commande cinq décis d'un « bon La Côte ». A peine servi, le voilà qui déballe ses victuailles. Un garçon s'approche et lui fait remarquer qu'il est interdit de pique-niquer. Sans sourciller, notre pique-niqueur mord à belles dents dans un énorme sandwich et jette le papier à terre. Puis, c'est au tour des œufs durs, dont il éparpille les coquilles sur la terrasse. Murmures désapprobateurs, ricanements autour de lui. Le garçon n'y tient plus. A grandes enjambées il s'approche et intime l'ordre au « saucissonneur » de déguerpir. « Appelez donc le patron », lui rétorque calmement ce dernier. Le patron aussitôt mandé arrive, furieux : « Où vous croyez-vous, en voilà des façons ! » — « Et vous, dimanche dernier, dans mon pré, vous avez fait quoi ? »

T.L.M. 11.7.81



INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Atelier offset J.-D. Perrin — Av. Morges 161 — 1004 Lausanne

J.A. 2056 DOMBRESSON